

LES FRANÇAIS ET EMMANUEL MACRON : PREMIÈRES FISSURES DANS LE PACTE?

Adrien Abecassis

10/09/2017

La rentrée politique en France est donc marquée par la chute de popularité la plus rapide jamais enregistrée pour un président de la république nouvellement élu. Que disent les Français qui nous aiderait à comprendre et cette baisse et les raisons de son élection ? En partenariat avec L'Obs, une analyse d'Adrien Abecassis à partir de verbatims recueillis par BVA.

Dans le baromètre politique BVA pour Orange-*La Tribune*, Emmanuel Macron perd onze points de popularité en un mois, à 43% d'opinions favorables. Les courbes se sont croisées : 55% des Français en ont désormais une mauvaise opinion. Emmanuel Macron aurait-il perdu son pari ? Pas encore, loin de là. Mais les raisons de cette baisse nous en disent beaucoup sur les raisons de son élection.

Commençons par écouter ce que disent les 43% de Français toujours satisfaits – chiffre dans l'absolu encore conséquent. Nous leur avons demandé pour quelles raisons ils ont une « bonne opinion » d'Emmanuel Macron. Ils nous ont répondu qu'il « incarne un certain renouveau ». Qu'il a « bouleversé le jeu politique qui paralysait le pays depuis quarante ans ». Qu'il semble avoir « la volonté de réformer notre pays qui en a besoin ». Ou encore qu'il « prend à bras le corps les questions à régler pour faire évoluer une France sclérosée et empêtrée ».

Se dessinent dans ces réponses les attentes adressées au président. Et en creux les ressorts qui ont fait, hier, cette élection hors norme :

- d'abord une volonté de rupture, de changement radical d'avec le cours des choses (« il paraît décidé à changer des choses importantes »);
- ensuite un sentiment d'un pays bloqué par sa classe politique (« il avait promis un changement que nous espérions depuis longtemps, il y en a assez du clivage gauche-droite »);
- enfin et de ce fait la nécessité de renouveler totalement le jeu politique (« Il a balayé l'arrière

garde de politiciens incapables subis pendant des années »). Décaper, passer à la paille de fer le système politique semblait une condition nécessaire (mais non suffisante) pour retrouver l'espoir que le pays puisse, à l'avenir, aller mieux.

C'est bien, d'une certaine façon, ce qui a été fait avec un renouvellement sans précédent de la présidence, du gouvernement et de l'Assemblée nationale. Alors, d'où vient cette chute ? Comment les Français l'expliquent-ils ?

Il y a bien sûr les mécontentements dus aux premières mesures annoncées. La hausse de la CSG qui passe mal auprès des retraités (« il croit que tous les retraités sont des nantis ! ») ; la baisse des APL mal comprise (« baisser de 5 euros les APL, c'est petit... ») ; ou encore des critiques de la loi travail (moins cependant que ce à quoi l'on pouvait s'attendre, mais les mesures annoncées sont encore très « techniques » pour les Français).

Cela ne suffit cependant pas à expliquer la baisse de 11 points. Il y a d'ailleurs aussi des éléments applaudis dans les postures et décisions prises, qui auraient pu en partie compenser – dont la volonté de prendre à bras le corps la question des travailleurs détachés (« pour les ouvriers détachés je trouve qu'il a raison »).

Ce ne sont donc pas seulement les premiers choix annoncés qui sont en cause. Quelque chose de plus profond semble se fissurer derrière ces réponses ; quelque chose en rapport avec la promesse de l'élection elle-même. « Ça ne correspond pas à ce qu'il disait pendant la campagne », entend-on. De petites déchirures commencent à apparaître dans le pacte et cela jette un doute.

Qu'est-ce donc qui « ne correspond pas » à ce que l'on attendait ? Dans les réponses des Français interrogés, plusieurs registres se déploient.

« Il prend ses décisions tout seul » ; « il ne réfléchit pas aux conséquences des lois qu'il veut faire passer en force »... Un certain nombre de propos renvoient à un pouvoir qui donnerait l'impression d'être finalement autocentré. Forcément, cela provoque un trouble. La promesse de l'élection était de renouer le lien entre le peuple et ses représentants politiques ; or ces Français-là ont le sentiment de voir l'inverse : un pouvoir « imperméable », refermé sur lui-même aussitôt l'élection passée. « Je le trouve méprisant vis-à-vis du peuple. Il est persuadé que lui seul a raison », entend-on. « Il est trop sûr de lui », avance un autre.

D'autres partagent ce sentiment mais élaborent une interprétation différente : si le président paraît s'être éloigné de nous, ce n'est pas qu'il est renfermé sur lui-même mais plutôt qu'il est tourné vers d'autres groupes... Qui ? Ceux que l'on associe traditionnellement à la proximité du pouvoir : la

finance, les banques, les riches... « Il met en place une politique de riche », affirme l'un. « Il travaille pour les lobbies – les vaccins – en faisant basculer la classe moyenne vers la paupérisation », soutient un autre. « Il ne fait rien pour la classe moyenne, pour ceux qui n'ont pas grand-chose », « il ne roule que pour les puissances financières et industrielles, c'est très loin de ce qu'il nous a dit pendant la campagne électorale ! ».

Deux interprétations pour un même sentiment : le pouvoir s'est renfermé sur lui-même, ou bien travaille pour des groupes particuliers. Mais que l'une ou l'autre interprétation prévale, il en résulte toujours le sentiment qu'une distance s'est créée, ressort principal de cette chute. Pourquoi cette distance apparaît-elle comme un élément de jugement aussi important aux yeux des Français ? Il faut, à ce stade, revenir aux ressorts de l'élection.

La présidentielle de 2017 était une élection marquée par une volonté populiste : elle était dominée par l'idée d'un peuple qui serait empêché, étouffé par des élites (politiques ou économiques) coupées de leur pays et tournant en vase clos au service de leurs propres intérêts. La fin de ce cycle, la reprise en main par les gens de leur propre destin, passait par une reprise en main du pouvoir. Et pour cela, par le choix d'un leader qui paraissait émaner d'eux, capable de bousculer le jeu politique. C'est exactement la logique populiste, au sens où la définit par exemple le politologue allemand Jan-Werner Müller dans un petit ouvrage remarqué.

Ainsi, pendant un très long moment, Marine Le Pen qui se revendiquait comme la « voix authentique du peuple » a fait seule la course en tête. Jusqu'à ce que, au cours de la campagne, Emmanuel Macron réussisse à établir lui aussi cette connexion, par-dessus la tête des partis constitués, de la classe politique et des corps intermédiaires. C'est alors qu'il est passé devant Marine Le Pen, comme on a pu par exemple le mesurer à travers l'apparition puis la constitution d'un groupe d'électeurs hésitant entre lui et Marine Le Pen seulement.

Ce fut ainsi la capacité à établir un lien direct, à paraître entendre et « représenter » au sens politique les électeurs sans filtre, sans déformation due aux manœuvres politiques ou jeux d'appareils, qui a été le sésame ouvrant la porte de l'Élysée.

On comprend dès lors pourquoi le sentiment de détachement, de distance aujourd'hui ressentie trouble autant : il touche au cœur du contrat. C'est aussi ce mécanisme qui est en jeu pour expliquer pourquoi chaque déclaration paraissant refléter une incompréhension entre le chef de l'État et le peuple français résonne à ce point, au lieu d'être regardée distraitemment comme tant d'autres « petites phrases ». Sur celles-ci, les gens s'arrêtent, car elles paraissent heurter quelque chose d'important, contradictoire avec l'essence même de la fonction.

La déclaration (tronquée, il faut le rappeler) semblant déplorer que les Français ne veuillent pas de réformes est ainsi relevée par un certain nombre de Français interrogés par BVA : « il a eu des phrases très malheureuses », « je n'ai pas aimé sa façon de parler des Français qui 'ne veulent et n'aiment pas les réformes'. Quel mépris ». Ceux-là ont été heurtés d'être incompris par celui qui a pour charge de les représenter. Et plus encore par le sentiment qu'on leur renvoyait, à eux, la faute. « Sa façon de penser que les Français sont incapables de comprendre... Il doit se remettre en question, si les Français ne le comprennent pas c'est qu'il s'explique mal ! ».

« *Basket of deplorables!* », avait lancé Hillary Clinton lors de la campagne américaine, aggravant la fracture avec une partie de l'électorat populaire qui s'était dès lors conforté dans l'idée que la candidate démocrate était décidément incapable de les comprendre – donc de les représenter. « *Basket of irreformables!* », a semblé lancer le président français, provoquant une réaction similaire : pourquoi paraît-il nous blâmer, ne nous comprend-il plus ?

C'est toujours ce même mécanisme qui explique les commentaires apparemment contradictoires sur la communication. On entend à la fois – et parfois des mêmes personnes – « ce n'est que de la communication ! » puis quelques instants après « il n'y a pas de communication ! ». L'un de ces Français interrogés a une formule reliant les deux : « il communique beaucoup mais est peu communicatif... ». Autrement dit, on le voit beaucoup, mais il ne semble pas s'intéresser à nous. Un autre est plus explicite encore : « il ne communique pas avec le peuple qu'il traite de façon hautaine ». Ces Français-là ont le sentiment d'assister à des exercices formatés à destination des médias, des faiseurs d'opinion, des consommateurs ou commentateurs d'images... mais finalement assez peu à destination d'eux, du peuple, directement. « Il est trop distant en matière de communication ». Toujours cette notion de « distance » qui revient et s'installe, entêtante.

Pour la comprendre, il faut se rappeler qu'il y a toujours eu dans « l'imaginaire politique français », pour reprendre les termes de Stéphane Rozès, ce besoin d'avoir un lien direct et sans intermédiaire entre le peuple souverain et le chef de l'État. C'est cette connexion qui lui permet de représenter la Nation ; c'est cet « imaginaire » profond qui explique nos tendances historiques à l'absolutisme, au césarisme, au bonapartisme, au gaullisme. C'est cette logique qui a produit l'élection d'un président de la République exécutif au suffrage universel direct court-circuitant le Parlement et tous les corps intermédiaires, seul pays démocratique dans ce cas avec la Pologne – si l'on excepte les États-Unis où le système de *checks & balances* vient compenser et limiter le pouvoir du président élu.

C'est enfin ce qui fait que la France est davantage un pays républicain que démocrate, ce que le président de la République a bien compris lorsqu'il souligne – es fonction ! – que « la France est un

vieux pays dont le fantasme monarchiste est toujours présent », où la société de cour saint-simonienne structure encore les représentations et que, dès lors, « en France le processus démocratique n'est jamais tout à fait parvenu à son terme ».

Et c'est précisément ce besoin de lien direct qui a été au cœur de l'élection de 2017, au cours de laquelle les électeurs ont voulu se débarrasser des structures dont l'accumulation progressive a été vue comme paralysante, pour restaurer une intermédiation sans filtre.

D'où la déception lorsque, après avoir secoué le système pour refaire du chef de l'État une « émanation » de la volonté du peuple, celui-ci paraît aussitôt s'en éloigner et redevenir le sujet « d'un autre monde, celui de la finance, très loin de nos préoccupations quotidiennes ». Le fait d'être « ailleurs », dans un « autre monde » ou sur « une autre planète » gêne la capacité à représenter, donc *in fine* à être président. « Il s'est beaucoup trop éloigné des Français qui se lèvent tôt le matin et qui galèrent pour tout. Ce n'est pas un président qui représente les Français. Il paraît vivre sur une autre planète ». Tout est inclus dans ces propos, c'est bien cela qui est au cœur des premières fissures.

Il n'est dès lors pas étonnant que cette fragilisation d'un lien « populiste » vu comme nécessaire ne bénéficie pas en premier lieu à l'opposition traditionnelle, mais aux autres leaders se revendiquant de cette mécanique populiste : Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen que les Français désignent de loin comme les meilleurs opposants à Emmanuel Macron (sondage Ifop pour *Le Journal du dimanche*). « Il a intérêt à ne pas se louper sinon le FN est aux commandes dans cinq ans », entend-on des Français interrogés par BVA, aux yeux de qui l'image du Front national s'améliore de trois points malgré la profonde crise interne du parti et sa remarquable absence médiatique.

Alors, les jeux sont-ils faits ? Non, bien sûr, loin de là. Les Français alertent, s'impatientent, s'agacent et, lorsqu'on les interroge, expliquent ce qu'ils veulent. C'est bien, quelque part, qu'ils n'ont pas renoncé à l'obtenir de la part de ce président qu'ils viennent d'élire... « Il incarne le changement radical, mais va-t-il tenir ses promesses ? ». On voit parfois en politique des mélanges d'agacement et d'espérance.